

e) Le restant d'une parcelle de terrain enclavé grevé d'une servitude de câbles électriques dans le sous-sol, ayant une superficie de 71 m² 75 dm², actuellement cadastré section E, n° 1250b, tenant à Gaston Rebry; à la rue désaffectée nommée « Potaardestraat » et au domaine de l'Etat (A17 et route nationale 308).

Prix : 230 000 F, outre les frais.

Plan de secteur : les biens sont situés dans la zone agricole.

Les réclamations éventuelles ou les offres plus élevées doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition, H. Consciencestraat 9/2, 8500 Courtrai (tél. 056/21 57 22).

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Genk, 5e division

6 a 20 ca de terrain, cadastré section B, partie sans numéro et partie n° 954/C/15, tenant à la S.A. Steenkolenhaven, à 3600 Genk.

Plan de secteur : zone industrielle.

Prix : 60 000 francs, outre les frais d'acte et de mesurage.

Les réclamations éventuelles ou les offres plus élevées doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition à Hasselt, Voorstraat 43 (tél. 011/21 22 32).

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Ville de Gand, 9e division

Une parcelle de terrain d'une superficie totale de 17 a 77 ca, située « Sint-Denijslaan », cadastrée section I, partie de n°s 311/i, 311/h et 307/b, tenant à l'A.S.B.L. « Paters Redemptoristen van Gent », à la S.A. « Lumat », à De Vuyst-Dhondt, Emile, à la susdite rue et au domaine de l'Etat.

Plan de secteur : zone d'équipement communautaire et de services publics.

Prix : 750 000 F, outre les frais.

Les réclamations éventuelles, doivent être adressées dans le mois du présent avis au 1er Comité d'acquisition, Gebr. Van Eyckstraat 8, 9000 Gent, (tél. 091/25 24 30).

Référence : V.44021/217.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

21 JANVIER 1987. — Circulaire remplaçant la circulaire ministérielle LN III/1/A du 8 mai 1985 précisant certaines dispositions de l'arrêté royal du 27 avril 1984 relatif à la qualité de l'eau distribuée par réseau

En tenant compte de l'arrêté royal du 16 décembre 1985, fixant les compétences du Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale et du Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés, adjoints au Ministre des Affaires sociales;

A Messieurs les Gouverneurs,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des sociétés de distribution d'eau,

Mesdames, Messieurs,

Le *Moniteur belge* du 6 juillet 1984 a publié l'arrêté royal du 27 avril 1984 relatif à la qualité de l'eau distribuée par réseau, pris en application de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et autres produits.

Afin de faciliter, pour les instances concernées, la mise en application dudit arrêté royal, j'estime qu'il est indispensable de donner à ce propos les précisions suivantes :

1. l'article 2 implique, hormis les dérogations accordées par le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions, l'interdiction de fournir de l'eau de distribution lorsqu'au moment de la fourniture au consommateur, il n'a pas été satisfait à trois conditions. Par les termes « ... au moment de la fourniture aux consommateurs », il faut

e) Een grondoverschot belast met een erfdiensbaarheid van ondergrondse elektrische leidingen, met een oppervlakte van 71 m² 75 dm², thans gekadastréerd sectie E, nr. 1250b, palend aan Gaston Rebry; de gedempte Potaardestraat en het staatsdomein (A17 en Rijksweg 308).

Prijs : 230 000 F, plus de kosten.

Gewestplan : goederen gelegen in het agrarisch gebied.

Eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van dit bericht bekendgemaakt aan het Comité tot aankoop, H. Consciencestraat 9/2, te 8500 Kortrijk (tel. 056/21 57 22).

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Genk, 5e afdeling

6 a 20 ca grond, gekadastréerd sectie B, deels zonder nummer en deels nr. 954/C/15, palende aan de N.V. Steenkolenhaven, te 3600 Genk.

Gewestplan : industriegebied.

Prijs : 60 000 frank, meer de aktekosten en de meetkosten.

De gebeurlijke bezwaren of de eventuele hogere biedingen moeten binnen een maand van dit bericht ingediend worden bij het Aankoopcomité te Hasselt, Voorstraat 43 (tel. 011/21 22 32).

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Stad Gent, 9e afdeling

Een perceel grond met een totale oppervlakte van 17 a 77 ca, gelegen « Sint-Denijslaan », gekadastréerd sectie I, delen van de nrs. 311/i, 311/h en 307/b, palende aan de v.z.w. « Paters Redemptoristen van Gent », aan de N.V. « Lumat », aan De Vuyst-Dhondt, Emile, aan de voornoemde straat en aan het staatsdomein.

Gewestplan : gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen.

Prijs : 750 000 F, buiten de kosten.

Eventuele bezwaren dienen te worden overgemaakt, binnen de maand van dit bericht aan het 1^o Comité tot Aankoop, Gebr. Van Eyckstraat 8, 9000 Gent, (tel. 091/25 24 30).

Verwijzing : V.44021/217.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

21 JANUARI 1987. — Omzendbrief tot vervanging van de ministeriële omzendbrief LN III/1/A van 8 mei 1985 houdende toelichting bij het koninklijk besluit van 27 april 1984 betreffende de kwaliteit van het leidingwater

Met inachtneming van het koninklijk besluit van 16 december 1985 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie en de Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken;

Aan de Heren Provinciegouverneurs,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de watervoorzieningsmaatschappijen,

Mevrouwen, Mijne Heren,

In het *Belgisch Staatsblad* van 6 juli 1984 werd het koninklijk besluit van 27 april 1984 betreffende de kwaliteit van het leidingwater, in toepassing van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruiker op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, bekendgemaakt.

Ten einde de toepassing van dit koninklijk besluit voor de betrokken overheden te vergemakkelijken, acht ik het dienstig de volgende toelichtingen te verstrekken :

1. Artikel 2 stelt een verbod in, behoudens de afwijkingen toegestaan door de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, tot het leveren van leidingwater wanneer op het ogenblik van levering aan de verbruiker aan drie voorwaarden niet voldaan is. Onder de omschrijving « ... het ogenblik van levering aan de

entendre le lieu du raccordement de l'installation privée au réseau public de distribution d'eau. Au cas où il n'est pas possible d'effectuer un contrôle à l'endroit du raccordement, le lieu le plus proche contrôlable du réseau public de distribution d'eau est désigné pour le contrôle.

2. L'annexe I de l'arrêté royal précité reprend, pour les paramètres cuivre et zinc, deux concentrations maximales admissibles : d'une part, au moment de la fourniture au consommateur et d'autre part, à l'entrée du réseau. Par « entrée du réseau », il faut entendre le point où l'eau sort de la station de traitement, de la station du pompage du château d'eau ou du réservoir.

3. En ce qui concerne le paramètre plomb, l'annexe I de l'arrêté royal précité a repris un renvoi (5), qui doit être interprété comme suit : la teneur en plomb ne peut dépasser 100 µg/l si l'échantillonnage a lieu après stagnation de l'eau dans le réseau public de distribution.

4. Des dérogations peuvent être accordées sur base des articles 4 et 5 de l'arrêté royal précité. Le dossier sera introduit en triple exemplaire et fournira les renseignements suivants, respectivement sur la base des articles 4 et 5 :

4.1. Demande de dérogations pour tenir compte de la nature et de la structure des terrains de l'aire dont est tributaire la ressource considérée (article 4).

Le dossier comprendra les renseignements et justifications suivants :

- a) l'identité du demandeur :
 - nom;
 - siège social : adresse, n° de téléphone;
- b) désignation du (des) paramètre(s) et précisions de la dérogation demandée, avec désignation de la concentration maximale admissible prévue à l'annexe I de l'arrêté royal précité;
- c) nature de la demande de dérogation : temporaire ou permanente;
- d) estimation des frais qu'entraînerait la nécessité d'appliquer les normes de l'arrêté royal précité;
- e) détails concernant la nature et la structure des terrains, désignation des profils du sol, littérature, études...;
- f) preuve de la relation de cause à effet entre la qualité de l'eau distribuée et la nature et la structure du sol, sans tenir compte des sources de pollution externes;
- g) rapport sur la qualité de l'eau de la distribution provenant de la source d'approvisionnement concernée, sur base des résultats d'analyse, établis conformément au contrôle courant prévu dans l'annexe II de l'arrêté royal précité.

4.2. Demande de dérogation en cas de circonstances accidentelles graves ou de situations relatives à des circonstances météorologiques exceptionnelles (article 5).

Le dossier comprendra les renseignements et justifications suivants :

- a + b identiques à ceux repris au point 4.1.;
- c) indication de la période pour laquelle la dérogation est demandée;
- d) description détaillée de l'accident ou des circonstances météorologiques exceptionnelles;
- e) rapport concernant la qualité de l'eau de la distribution après l'accident ou les circonstances météorologiques exceptionnelles, sur présentation des résultats d'analyse établis conformément au contrôle occasionnel pour situations particulières ou accidentelles, prévu dans l'annexe II de l'arrêté royal précité.

En cas d'accident, les résultats d'analyse portent sur les paramètres concernés par l'accident;

f) en attendant l'octroi ou le refus de la dérogation demandée, les personnes qui exploitent un réseau de distribution d'eau prennent la responsabilité d'arrêter la fourniture d'eau potable ou d'avertir les consommateurs de la non-potabilité de l'eau.

Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions doit être averti immédiatement de la décision prise.

5.1. Conformément à l'article 6 de l'arrêté royal précité, les sociétés de distribution d'eau sont tenues de mettre à la disposition du Ministre qui a l'environnement dans ses attributions, les résultats des contrôles de la qualité.

Ces résultats seront présentés sous forme de bilan annuel et communiqués dans le courant du mois de mars de l'année subséquente.

verbruiker », moet verstaan worden de plaats waar de privé-installatie op het openbaar waterleidingsnet wordt aangesloten. In geval controle op dit aansluitingspunt niet mogelijk is, wordt het dichtstbij gelegen controleerbaar punt van het openbaar waterleidingsnet aangewezen.

2. Voor de parameters koper en zink worden, in bijlage I van voormeld koninklijk besluit, twee maximum toegelaten concentraties vermeld : enerzijds bij het ogenblik van levering aan de verbruiker, anderzijds bij de ingang van het distributienet. Onder de omschrijving « de ingang van het distributienet » wordt verstaan het punt waar het drinkwater desgevallend een behandelingsstation, pompstation, watertoren of waterreservoir verlaat.

3. Voor de parameter lood wordt, in bijlage I van voormeld koninklijk besluit verwezen naar voetnoot 5. Deze dient als volgt geïnterpreteerd te worden : het gehalte aan lood mag 100 µg/l niet overschrijden indien de monstername gebeurt na stilstand van het water in het openbaar waterleidingsnet.

4. Overeenkomstig de artikelen 4 en 5 van voormeld koninklijk besluit kunnen afwijkingen worden toegestaan. Het dossier moet in drievoud worden ingediend en de hierna genoemde inlichtingen, respectievelijk op basis van de artikelen 4 en 5, bevatten :

4.1. Aanvraag tot afwijking ten einde rekening te houden met de natuur en de structuur van de bodem van het gebied waarvan de desbetreffende voorzieningsbron afhankelijk is (artikel 4).

Volgende inlichtingen en verantwoordingen worden opgenomen in het dossier :

- a) identiteit van de aanvrager :
 - naam;
 - maatschappelijke zetel : adres, telefoonnummer;
 - b) aanduiding van de parameter(s) met weergave van de gevraagde afwijking en verwijzing naar de maximum toegelaten concentratie zoals voorzien in bijlage I van voormeld koninklijk besluit;
 - c) aard van de gevraagde afwijking : tijdelijke of permanente;
 - d) een raming van de kostprijs voor het zich konform stellen met de normen van voormeld koninklijk besluit;
 - e) een uiteenzetting van de natuur en structuur van de bodem met verwijzing naar bodemprofielen, literatuur, studies...;
 - f) het aantonen van een oorzakelijke relatie tussen de kwaliteit van het leidingwater en de natuur en structuur van de bodem, externe vervuillingsbronnen buiten beschouwing gelaten;
 - g) een rapport over de kwaliteit van het leidingwater dat van desbetreffende voorzieningsbron afhankelijk is aan de hand van analyseverslagen, opgemaakt overeenkomstig de gewone controle, zoals voorzien in bijlage II van voormeld koninklijk besluit.
- 4.2. Aanvraag tot afwijking bij ernstige omstandigheden die door een noodgeval of door uitzonderlijk weer zijn ontstaan (artikel 5).

Volgende inlichtingen en verantwoordingen worden in het dossier opgenomen :

- a + b idem als onder punt 4.1.;
- c) aanduiding van de periode waarvoor de afwijking wordt aangevraagd;
- d) omstandige beschrijving van het noodgeval of het uitzonderlijke weer;
- e) een rapport over de kwaliteit van het leidingwater, dat invloed ondergaan heeft van het noodgeval of het uitzonderlijke weer, aan de hand van analyseverslagen opgemaakt overeenkomstig de controle op ongeregelde tijdstippen, bij situaties van bijzondere of toevallige aard, zoals voorzien in bijlage II van voormeld koninklijk besluit.

Bij ongevallen steunen de analysesresultaten op de parameters die door het ongeval in aanmerking te nemen zijn;

f) in afwachting dat de gevraagde afwijking toegekend of geweigerd wordt, nemen de personen die een watervoorzieningsnet exploiteren, de verantwoordelijkheid om de levering van drinkbaar water stop te zetten of om de verbruikers te verwittigen dat het water niet drinkbaar is.

De Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, moet onmiddellijk op de hoogte gebracht worden van de getroffen beslissing.

5.1. Overeenkomstig artikel 6 van het voornoemd koninklijk besluit, zijn de watervoorzieningsmaatschappijen ertoe gehouden de resultaten van de kwaliteitscontroles ter beschikking te stellen van de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort.

Die resultaten zullen worden voorgesteld onder de vorm van jaarbalans en zullen worden medegedeeld in de loop van de maand maart van het erop volgende jaar.

Pendant une période de trois ans, les résultats seront fournis avec les moyennes arithmétiques et les paramètres de dispersion.

Le bilan indiquera les points de mesures à choisir, les fréquences des contrôles et les quantités d'eau fournies par chaque source impliquée dans le réseau des mesures.

5.2. En ce qui concerne les analyses du type C3, il faut y inclure : les trihalométhanes, l'aluminium et les paramètres pour lesquels une dérogation a été obtenue.

6. Les sociétés de distribution d'eau sont en outre tenues d'informer le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions (article 6, point 4), de la mise en service de nouveaux captages, de nouvelles installations d'emmagasinage ou de traitement de l'eau de distribution ou des modifications importantes apportées à ces ouvrages.

7. Dans le cadre de l'article 12 de la directive 80/778/CEE du 15 juillet 1980, relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, un contrôle de la qualité des eaux produites sera effectué par l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie.

Bruxelles, le 21 janvier 1987.

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
M. Smet,

Approbation de types d'appareils à usage médical de radiations ionisantes, en application de l'article 51.1. de l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes

L'appareil de radiographie/radioscopie Elscint Armex LS-5, constitué de :

1° un des générateurs haute tension suivants (tension maximale-courant maximal) :

- LS 350II (150 kV - 300 mA);
- LS 650II (150 kV - 600 mA);
- Taurus LS-75 (125 kV - 750 mA);
- Taurus LS-85 (150 kV - 850 mA);
- Taurus LS-125 (150 kV - 1250 mA);

2° un ensemble radiogène Comet type DX 104 H/HS avec anode tournante et double foyer,

assemblé par la S.A. Elscint, Excelsiorlaan 35, boîte 2, 1930 Zaventem, a été approuvé le 9 février 1987 (n° RIS/17.28.2(B).87)

L'appareil de radiographie/radioscopie CGR TELEVIX II, constitué de :

1° un des générateurs haute tension suivants (tension maximale - courant maximal) :

- Masix 50 (150 kV - 800 mA),
- Masix 80 (150 kV - 1 000 mA),

2° un des tubes radiogènes suivants avec anode tournante et double foyer :

- RSN 722, placé dans la gaine Statorix 550,
- MSN 742, placé dans la gaine Statorix 260,

fabriqué par la firme Thomson Medical Benelux, Loncin et la firme Thomson-CGR, Paris, France, a été approuvé le 12 février 1987 (n° RIS/17.21(F).87).

L'appareil de tomographie dentaire panoramique et de téléradiographie Planmeca PM 2002 CC, constitué de :

- un générateur haute tension pour une tension maximale de 80 kV et un courant maximal de 12 mA;
- un tube radiogène Comet type XL-90-5 avec anode fixe et simple foyer,

assemblé par la firme Planmeca OY, Mekaanikonkatu 5, 00810 Helsinki, Finlande, a été approuvé le 17 février 1987 (n° RIS/17.65.1.87).

Gedurende een periode van drie jaar zullen de resultaten gegeven worden met de rekenkundige gemiddelden en de spreidingsparameters.

In de balans zullen worden aangeduid : de gekozen meetpunten, de frequenties van de controles en het volume water dat geleverd wordt door elke bron die bij het meetnet betrokken is.

5.2. Wat de analyses van het type C3 betreft, hierin moeten worden begrepen : de trihalomethanen, aluminium, en de parameters waarvoor een afwijking werd toegestaan.

6. De watervoorzieningsmaatschappijen dienen tevens de Minister, tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, in te lichten (artikel 6, punt 4), over het in gebruik nemen van elke nieuwe waterwinning, van nieuwe installaties voor het opslaan of het behandelen van het leidingwater of van de aan de installaties aangebrachte belangrijke wijzigingen.

7. In het kader van artikel 12 van de richtlijn 80/778/EEG van 15 juli 1980, betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water, zal door het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie, een controle op de kwaliteit van het geproduceerde water worden uitgevoerd.

Brussel, 21 januari 1987.

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
M. Smet,

Goedkeuring van types van toestellen voor medisch gebruik van ioniserende stralingen, in toepassing van artikel 51.1. van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen

Het toestel voor radiografie/radioscopie Elscint Armex LS-5, bestaande uit :

1° één van de volgende hoogspanningsgeneratoren (maximum spanning-maximum stroomsterkte) :

- LS 350II (150 kV - 300 mA);
- LS 650II (150 kV - 600 mA);
- Taurus LS-75 (125 kV - 750 mA);
- Taurus LS-85 (150 kV - 850 mA);
- Taurus LS-125 (150 kV - 1250 mA);

2° een röntgen geheel Comet type DX 104 H/HS met draaiende anode en dubbele focus,

samengesteld door de N.V. Elscint, Excelsiorlaan 35, bus 2, 1930 Zaventem, werd goedgekeurd op 9 februari 1987 (nr. RIS/17.28.2(B).87).

Het toestel voor radiografie/radioscopie CGR TELEVIX II, samengesteld uit :

1° één van de volgende hoogspanningsgeneratoren (maximum spanning - maximum stroomsterkte) :

- Masix 50 (150 kV - 800 mA),
- Masix 80 (150 kV - 1 000 mA),

2° één van de volgende röntgenbuizen met draaiende anode en dubbele focus :

- RSN 722, geplaatst in het omhulsel Statorix 550,
- MSN 742, geplaatst in het omhulsel Statorix 260,

gefabricéerd door de firma Thomson Medical Benelux, Loncin en de firma Thomson-CGR, Parijs, Frankrijk, werd goedgekeurd op 12 februari 1987 (nr. RIS/17.1.21(F).87).

Het toestel voor panoramische tandtomografie en téléradiografie Planmeca PM 2002 CC, bestaande uit :

- een hoogspanningsgenerator voor een maximum spanning van 80 kV en een maximum stroomsterkte van 12 mA;
- een röntgenbuis Comet type XL-90-5 met vaste anode en enkele focus,

samengesteld door de firma Planmeca OY, Mekaanikonkatu 5, 00810 Helsinki, Finland, werd goedgekeurd op 17 februari 1987 (nr. RIS/17.65.1.87).